



Présenté par le CIFOR en collaboration avec d'autres membres du Partenariat de collaboration sur les forêts

## Résumé de la 3<sup>ème</sup> Journée de la forêt

Produit par un comité de rédaction représentant des membres du Partenariat de collaboration sur les forêts<sup>1</sup>

Présenté au Secrétariat de la CCNUCC  
Plénière de clôture de la 3<sup>ème</sup> Journée de la forêt, 13 décembre, 2009

### Introduction

Pendant les heures consacrées aux délibérations de la 3<sup>ème</sup> Journée de la Forêt, le monde aura perdu une superficie de forêts tropicales perdues à peu près la taille de la ville de Copenhague. Selon de nombreuses estimations, la déforestation et la dégradation de la forêt représentent jusqu'à un cinquième du total mondial actuel de tous les gaz à effet de serre émis en raison de l'activité humaine, sans parler des pertes énormes de la biodiversité. Il ne doit pas en être ainsi. Il est maintenant largement admis que les forêts doivent jouer un rôle précoce et central dans les nouvelles stratégies d'adaptation et d'atténuation des changements climatiques à l'échelle mondiale et nationale. Le sort de centaines de millions de personnes, dont quelque 60 millions de personnes autochtones qui dépendent des forêts pour leur subsistance, est tributaire de l'état des forêts.

Toutefois, la route à suivre n'est pas claire. Comment faudrait-il inclure les forêts dans l'accord sur les changements climatiques en cours de négociation? Quel est le principal obstacle à la réussite de la mise en œuvre de la REDD +? Par exemple, certains types d'activités d'exploitation forestière devraient-elles être éligibles aux paiements de la REDD +?

Quels sont les principaux obstacles à la mobilisation des forêts pour l'adaptation aux changements climatiques? Aujourd'hui, près de 1500 des experts forestiers, des négociateurs du changement climatique, des représentants d'organisations non- gouvernementales environnementales et sociales et des dirigeants

autochtones, des décideurs et des représentants d'entreprise provenant des différentes parties monde sont réunis à la conférence de la troisième Journée des forêts, la plus importante à ce jour, pour enrichir le débat et obtenir un consensus sur ces questions et d'autres questions pressantes. Les résultats de ces délibérations sont présentés dans les lignes qui suivent.

### **Faits saillants des discours en plénière**

Les principaux conférenciers - Bill Clinton (par vidéo), Elinor Ostrom, Rajendra Pachauri et Gro Harlem Brundtland – ont souligné les points suivants:

- Si le déboisement se poursuit au rythme actuel, il sera difficile, voire impossible, d'atteindre l'objectif de contenir l'augmentation de la température moyenne mondiale en deçà de deux degrés Celsius.
- Les forêts peuvent apporter une contribution très importante à l'atténuation des changements climatiques à l'échelle mondiale. Même si les forêts contribuent pour moins de 20 pour cent des émissions mondiales, elles peuvent apporter une contribution allant bien au-delà de 20 pour cent de la solution. Le recul des forêts peut entraîner des coûts profondément négatifs en termes de pertes de biens et services. Réduire ou inverser la déforestation présente des synergies avec l'adaptation et le développement durable.
- L'établissement d'un mécanisme REDD + fournit un lien approprié entre l'Année des Nations Unies sur les changements climatiques (2009), l'Année internationale de la biodiversité (2010) et l'Année internationale des forêts (2011).
- Deux engagements fondamentaux sont nécessaires pour le décollage de la REDD +:
  - a. Premièrement, les pays développés doivent s'engager à octroyer une compensation économique aux pays en développement pour la réduction des émissions résultant du déboisement et de la dégradation des forêts et pour l'amélioration du stockage du carbone dans leurs forêts, leur conservation et leur gestion durable;
  - b. Deuxièmement, les pays en développement doivent s'engager à produire ces réductions de manière durable sur les plans

environnemental, social et économique. Cela doit être fait de manière transparente et vérifiable et les droits des personnes vivant de ces forêts doivent être respectés.

- Il y a une nécessité de garanties sociales et environnementales. Les forêts jouent un rôle important dans la lutte contre la pauvreté, et fournissent un filet de sécurité pour les pauvres. Le développement durable signifie que nous ne mettons pas uniquement l'accent sur les actions concernant les changements climatiques pour les générations futures. La vie et les perspectives des générations présentes sont également essentielles.
- Les communautés locales sont les principaux gardiens des forêts. La REDD + doit contribuer à renforcer et s'appuyer sur les institutions locales pour la gestion des forêts. La REDD + offre des possibilités d'impliquer les communautés locales dans la mesure et la surveillance du carbone des forêts et la canalisation des fonds de la REDD +.
- Le succès de la REDD + dépend de l'apprentissage rapide à mesure que nous progressons. Les institutions de recherche et les organisations de la société civile ont un rôle essentiel à jouer pour documenter et diffuser les enseignements tirés.
- Les cadres de réflexion sur les changements climatiques doivent favoriser les processus d'adaptation des politiques qui établissent un lien entre les niveaux local et national et engendrent la confiance nécessaire pour permettre des actions significatives sur le terrain.

Jan Heino, président du Partenariat de collaboration sur les forêts, a clos la séance plénière d'ouverture avec cette remarque:

- Le secteur forestier va désormais au-delà de la production de bois. Toutefois, le secteur forestier a été handicapé par l'insuffisance des financements et un faible soutien politique pour se pencher sur les moteurs de la déforestation qui proviennent de l'extérieur du secteur. La REDD + peut contribuer à inverser ces tendances. Cependant, comme nous progressons, nous ne devons pas retomber dans le piège qui consiste à considérer les forêts sous un seul angle - le carbone.

Dans son allocution lors du débat de haut niveau, Lord Nicholas Stern a souligné les points suivants:

- Les aspects financiers des stratégies d'atténuation basées sur les forêts sont très favorables.
- Alors que les gouvernements des pays riches en forêts doivent être responsables de la conception et de la mise en œuvre des stratégies appropriées, la communauté internationale doit partager la responsabilité du financement.
- Il est logique d'investir dans des stratégies d'atténuation des forêts aujourd'hui, étant donné que les générations futures préféreraient sans doute hériter de la dette plutôt que d'être confrontées à la dégradation irréversible de l'écosystème planétaire.

Le ministre danois de l'Environnement, Troels Lund Poulsen, a souligné les points suivants dans ses interventions:

- La bonne gouvernance, la répression et le commerce dans le secteur forestier sont des conditions préalables importantes au progrès vers la gestion durable des forêts et la lutte contre l'abattage illégal. L'exploitation forestière illégale contribue à la déforestation.
- Il est de la plus haute importance que l'UE fasse montre d'un solide leadership dans la lutte contre les problèmes liés au commerce de bois illégal. Une nouvelle réglementation préalable de l'UE "doit inclure une disposition supplémentaire faisant de la mise du bois illégal sur le marché une infraction. Enfin, il est important de promouvoir et d'appliquer les politiques en matière de marchés publics pour créer une demande de bois d'origine légale et durable.

Hilary Benn, ministre britannique chargé de l'Environnement, a fait ces remarques:

- La REDD + est une idée simple mais de nombreuses questions demeurent: sur les finances, les systèmes comptables et la façon dont elle sera incluse dans le négoce d'émissions. Ces questions sont importantes, mais pas aussi importantes que notre responsabilité de

trouver les bonnes réponses. Nous devons trouver un consensus sur la REDD + cette semaine.

- Le Royaume-Uni et la France ont dit que 20% de financement de démarrage rapide par l'UE alloués aux changements climatiques devraient être affectés à la réduction de la déforestation. Le Royaume-Uni estime en outre qu'il faudrait parvenir un accord de financement de 6 ans pour réduire la déforestation de 25% à partir des niveaux actuels d'ici à 2015.

Yvo De Boer a apporté les précisions les suivantes dans son discours de clôture:

- La période actuelle est critique ; elle implique la nécessité d'aborder le défi des changements climatiques qui a une solide base scientifique, qui est accessible au grand public, et qui bénéficie d'une volonté politique importante. Il est peu probable que cette période revienne.
- La réponse aux changements climatiques doit être liée à d'autres objectifs mondiaux, notamment la conservation de la biodiversité, la protection des droits des peuples autochtones, et le développement durable.
- Alors que les négociations se dirigent vers leur conclusion, l'attention de la presse et du public se concentrera sur l'ampleur des engagements pour la réduction des émissions et un soutien financier. Toutefois, le succès des stratégies d'adaptation et d'atténuation basées sur la forêt dépendra des détails de l'architecture des différents mécanismes nécessaires à la réussite sur le terrain.

## **Principaux messages des sous-sessions plénières**

### **Atténuation**

- La REDD + nécessitera un changement transformationnel dans la manière dont les forêts sont gérées pour lutter contre les moteurs de la déforestation et la dégradation des forêts, y compris ceux en dehors du secteur forestier.
- Une grande majorité des participants interrogés ont estimé que la mise en œuvre de la REDD + doit commencer au niveau national et

local. Si une majorité de participants interrogés croyaient qu'une combinaison d'approches se poursuivrait dans l'avenir prévisible, beaucoup pensaient qu'elles devraient converger le plus tôt possible.

- Une majorité des participants interrogés ont considéré le manque d'équité (comme la non-reconnaissance des droits ou la mauvaise répartition des avantages) ou le manque d'efficacité (à l'instar des coûts élevés de transaction ou de la corruption) comme les principaux obstacles à la réussite de la mise en œuvre la REDD +. Ces entraves peuvent être réduites de manière significative grâce à une participation suffisante des populations autochtones et des communautés locales, et à des dispositions équitables en ce qui concerne le partage des avantages.
- De nouveaux efforts pour réduire et inverser la déforestation et la dégradation pourraient être fructueux cette fois si :
  - a. le mécanisme prévoit suffisamment d'incitations financières pour préserver et restaurer les forêts;
  - b. il est basé sur les performances ;
  - c. il est soumis à une vérification indépendante et l'examen public, et
  - d. il y a une plus grande implication des populations autochtones et des communautés locales dans le processus d'élaboration des règles de mise en œuvre au niveau national.

### **Adaptation**

- Comme les risques climatiques continuent de grimper, les participants ont été d'avis que l'adaptation devrait immédiatement bénéficier d'une attention significativement accrue de décideurs politiques. Les participants ont proposé un «Plan Marshall» pour l'adaptation.
- Des milliards de personnes dépendent des services fournis par les forêts pour leur subsistance ; par conséquent, l'adaptation devrait être centrée sur les besoins de ces personnes.

- Quatre-vingt-quatorze pour cent des participants interrogés ont estimé que les approches écosystémiques en matière d'adaptation - y compris les forêts - ont «un certain» ou «un énorme» potentiel pour être plus rentable que les approches d'ingénierie
- Une grande majorité des participants interrogés ont identifié un manque d'appréciation de l'importance de l'adaptation des forêts, le manque de financement, et la mauvaise coordination intersectorielle et les institutions inappropriées comme des obstacles majeurs à l'adaptation des forêts et des populations aux changements climatiques, plutôt qu'un manque d'approches éprouvées.

### **Dégradation**

- L'amélioration de la gouvernance des forêts est une condition préalable à l'inversion de la dégradation. Cela implique de s'assurer que l'exploitation des forêts est légale et durable (notamment par le biais de la certification) ; la reconnaissance des droits des peuples autochtones et la réforme du régime foncier, des processus plus démocratiques et la participation des parties prenantes ; des mécanismes pour assurer la coordination intersectorielle et l'examen des moteurs conducteurs ; et le suivi pour atteindre la transparence et améliorer les mesures de réponse.
- 90 pour cent des participants interrogés ont soutenu l'éligibilité potentielle de la gestion durable des forêts (y compris la production de bois) aux financements de la REDD +, même si une minorité croit que cette éligibilité devrait être limitée aux systèmes de production communautaires et des petits exploitants.
- La restauration des forêts constitue une immense opportunité pour faire face à cette dégradation généralisée des terres forestières et pour améliorer considérablement les stocks de carbone. Elle offre également d'importantes possibilités d'adaptation. Les engagements politiques et financiers sont nécessaires pour saisir ces opportunités.

### **Transversales**

- Les participants ont mis en lumière un large éventail d'options basées sur la forêt pour tirer les avantages de la biodiversité et des moyens

de subsistance. La REDD + et les mesures d'adaptation doivent être adaptées aux circonstances de chaque pays.

- 94 pour cent des participants interrogés ont estimé qu'il existe un potentiel de synergies entre l'adaptation et l'atténuation dans le domaine des forêts en termes d'amélioration de la résilience des écosystèmes, de moyens de subsistance locaux et de gouvernance. (Plus de deux tiers ont vu "un énorme" potentiel.) Le temps est venu de définir les moyens concrets de capturer ces synergies.

### **Principaux messages d'événements d'apprentissage**

1. Le consensus national sur une stratégie unique pour la REDD au national +, trouvée par le biais d'un processus de consultation, large et transparent, et intégrée dans le plan de développement national, est en train de devenir la méthode principale pour l'organisation des activités de la REDD + à l'échelle nationale. Les premiers enseignements tirés de l'expérience de la REDD en Amazonie et ailleurs montrent que :
  - a) les modes de prestation des services à l'échelle du village semblent faisables et avoir du succès (par exemple, le projet Bolsa Floresta);
  - b) la multiplication des projets au niveau sous-national offre une riche expérience, mais ces projets doivent être comptabilisés de façon cohérente dans un seul système de comptabilité nationale ;
  - c) une zone qui doit être rapidement explorée, cependant, est la possibilité de se pencher sur les questions liées aux mécanismes protection et de gouvernance largement débattues, mais encore peu mis en œuvre.
2. Les effets des moyens de subsistance de la REDD doivent être soigneusement pris en compte dans les projets REDD. Les premières expériences dans l'application de la REDD donnent un aperçu préliminaire sur la nature du défi à relever pour s'assurer que la REDD ne constitue pas une entrave mais procure des avantages (moyens de subsistance et les droits). Les droits et le régime foncier sont des questions cruciales à aborder et régler au début de la mise en œuvre de la REDD. Les éléments clés nécessitant une attention sont: les revendications contradictoires autour des ressources, la prééminence de l'État dans le contrôle des forêts, la

reconnaissance insuffisante des droits autochtones et communautaires, et l'application du consentement libre, préalable et éclairé (CLPI) et la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones (UNDRIP). Les Normes et la participation de tiers peuvent être importantes pour assurer la protection des avantages et des droits des communautés.

3. La REDD + pourrait fournir 30 pour cent du potentiel de réduction mondiale d'ici à 2020. Des financements de l'ordre de 25 milliards d'euros par an provenant de toutes les sources sont nécessaires. Les initiatives de la REDD + doivent inclure une attention aux problèmes sociaux, économiques et environnementaux, et se fonder sur les décisions au niveau local et national sur ce qui et où la REDD + devraient se produire, en tenant compte de la variabilité des pays. La REDD + doit commencer dans le cadre d'une approche par étapes, et immédiatement ; retarder l'action jusqu'en 2015 entraînerait une perte de 16 giga tonnes de carbone.
4. L'évaluation, les rapports et la vérification (MRV) sont complexes et nécessitent: (1) un soutien politique fort complété par la décentralisation et la participation des communautés locales, et (2) la planification à long terme associant des outils complémentaires (par exemple, l'imagerie satellitaire de haute technologie et l'inventaire communautaire des stocks de carbone à faible coût). Les principales préoccupations lors des discussions ont porté sur les méthodes permettant d'établir (a) les niveaux de référence (historiques, projetés ou historiques corrigés, des liens entre le niveau de référence national et sous-national) et (b) l'évaluation des fuites.
5. Les forêts boréales sont particulièrement sensibles au réchauffement climatique et sont susceptibles d'être gravement affectées par le changement climatique. Soutenir la capacité d'adaptation de ces forêts par des mesures appropriées au niveau local est essentiel.
6. La réalisation de la REDD dans la diversité des systèmes de gouvernance nécessite une libre circulation de l'information. La divulgation, la transparence et la responsabilité sont des éléments clés pour rendre concrètes la REDD et d'autres activités de distribution financière dans le changement climatique. La transparence est nécessaire pour éviter ou limiter la corruption à tous les niveaux, même au niveau local. La REDD

constitue un défi à plusieurs niveaux et nécessite une coordination à tous les niveaux et transversale.

7. Au-delà des approches sectorielles adoptées pour les forêts, des approches en matière d'agriculture, d'eau et de développement rural, et de paysage sont actuellement en cours de développement en Amérique latine, en Afrique et en Asie. Les approches en matière de paysage lient des mesures d'atténuation appropriées au niveau mondial, national et local (GAMA, NAMA, LAMA) aux moyens d'existence ruraux et à l'adaptation aux changements climatiques. Les priorités locales peuvent ainsi être exprimées en termes d'eau et de manque de droits aux arbres au bon endroit, plutôt que celles liées aux forêts en tant que tel; l'intégrité au niveau du paysage est nécessaire pour que la biodiversité supporte la flexibilité des approches. Le stockage du carbone est un co-avantage des approches significatives en matière de paysage, non pas son principal moteur, mais une atténuation très rentable peut émerger, comme le montrent les exemples du Niger
8. La biodiversité sous-tend la résilience des forêts, qui, à son tour, sous-tend la permanence des stocks de carbone forestier. Pour ces raisons et de nombreuses autres, la protection de la biodiversité et la réalisation des bénéfices de la biodiversité sont essentielles pour le succès de la REDD +. La réussite des mesures d'adaptation et d'atténuation basées sur les écosystèmes dépendra aussi de la valorisation des connaissances traditionnelles et des droits des peuples autochtones et des communautés locales, ce qui peut mieux être réalisé en mettant en œuvre la Déclaration des Nations unies sur les droits des peuples autochtones. Les Conventions de Rio, le FNUF et d'autres accords multilatéraux sur l'environnement ont une occasion unique de faire progresser leurs objectifs grâce à des processus de collaboration.

---

<sup>i</sup> Une version préliminaire de cette déclaration sur la base des séances de la matinée de la 3<sup>ème</sup> Journée de la forêt a été produite par le comité de rédaction du PCF; cette version, qui inclut un nouveau contenu provenant des séances de l'après-midi et quelques modifications de forme, est soumise à l'approbation finale par les coorganisateur du PCF.